

Retour vers le futur : 1987 !

Posté le : 20 avril 2015 17:08 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

Tout le monde l'a oublié. En octobre 1987 un tourbillon monétaire et financier ravagea la finance mondiale. L'épisode montrait clairement que le système monétaire et financier mis en place par les accords de la Jamaïque conduisait au désastre. L'économie baudruche connaissait sa première explosion entièrement endogène.

La crise décennale qui avait frappé le monde quelques années auparavant était de mode mineur par rapport à celle de 74, sauf aux Etats-Unis où Volcker avait décidé de casser l'inflation et sortir de la stagflation. Avec succès. L'excès de liquidité restait manifeste globalement avec une poussée de la dette globale mondiale. Mais les économies avaient commencé à se rétablir sauf en France où la politique désastreuse de Mitterrand avait provoqué le chaos, avant qu'une première reprise en main ait lieu avec Fabius.

La cohabitation théorisée par Balladur et mise en œuvre par Chirac permettait la mise en place d'une stratégie de rupture qui allait marcher du point de vue strictement économique.

Toute ressemblance avec la situation de 2015 n'a rien de fortuite. La folie Hollande des deux premières années a conduit à un revirement à 180° mais pas à une rupture. La posture est entièrement politicienne. Et la droite est confrontée à l'obligation de mettre en forme un programme de rénovation nationale sévère, comme elle l'état en 1986.

En 87, le recul sur le Plan Devaquet de rénovation des universités avait entraîné une recrudescence de désordres sociaux, façon Mai 68, les syndicats du secteur public tentant d'exploiter la faiblesse du gouvernement. La cohabitation avait permis à F. Mitterrand de jeter autant d'huile que nécessaire sur les braises. La situation était à la fois politiquement et socialement fort difficile. Et voilà qu'une crise financière gravissime frappait le monde.

Pourtant, à la réunion du FMI de septembre 1987, l'optimisme est général.

En France, la politique suivie par Balladur avait permis :

- De réduire les déficits en dépit de baisses d'impôts importantes comme la suppression de l'IGF (paradoxe pour les étatistes) . Le budget de 87 faisait apparaître un gain de 10 milliards de Francs par rapport aux prévisions !
- De rétablir largement la compétitivité (par une dévaluation)
- De relancer l'investissement qui croissait désormais plus vite en France que chez ses voisins
- De réduire l'inflation grâce à la suppression du contrôle des prix (nouveau paradoxe apparent pour les étatistes qui pensaient qu'ils allaient s'envoler).
- De relancer le dynamisme de nombreux secteurs grâce aux dénationalisations.

La rupture avec le socialisme semblait bien marcher.

En même temps, Edouard Balladur constatait l'étroitesse de ses marges de manœuvres :

« Nous ne pouvions relancer l'économie sous peine de creuser les déficits de toute nature et de mettre en péril la monnaie ; nous ne pouvions diminuer la demande intérieure pour stimuler les exportations, sous peine de ralentir la croissance et d'aggraver le chômage ».

En régime de changes flottants avec liberté absolue des mouvements de capitaux, les relances se heurtent immédiatement à une crise financière et budgétaire qui impose de se mettre debout sur les freins. L'expérience de 1974 avait été retenue.

La politique de libéralisation et de retour à la confiance permettait néanmoins de progresser.

C'est là qu'il est intéressant de relire Edouard Balladur (Passion et longueur de temps chez Fayard -1989).

« Les partenaires de la France ne voulaient pas prendre au sérieux les dangers de la situation monétaire ; dès le début septembre, les taux d'intérêt avaient augmenté aux Etats-Unis comme en Allemagne. Cela risquait de détruire le fragile équilibre né des accords du Louvre conclus six mois plus tôt. A Washington l'Allemagne refusa de s'engager à baisser ses taux, et les Américains à qui revenait la présidence de séance, firent en sorte que la question ne fut que brièvement évoquée, comme si elle avait été réglée directement entre les Allemands et eux. Constatant la vanité de mes efforts pour faire entrer dans les faits la concertation internationale décidée au Louvre, je déclarai à mes collègues qui si le Japon et l'Allemagne ne renonçaient pas à augmenter leurs taux d'intérêt, nos accords risquaient de voler en éclats. Je n'eus aucun succès ».

On peut déjà tirer deux conclusions :

- Dans un système global de changes flottants qui est structurellement fondé sur la non coopération, tous les accords multilatéraux sont des farces qui ne résistent pas à la volonté de confrontation des intérêts nationaux chez les pays forts. Le G.20 est aujourd'hui exactement la confirmation de ce fait. Les conférences annoncées à grand fracas comme démontrant la coopération de tous sont au mieux des alibis. Le plus souvent des tromperies.
- La France, si elle est seule, est incapable de faire entendre sa voix. Le "programme commun de gouvernement" avait fait perdre à la France tout crédit. Même si tout le monde se félicitait du nouveau cours des choses, la réputation et l'influence de la France avaient été durablement ratiboisées.

L'annonce, le 15 octobre 87, d'un déficit extérieur américain en forte hausse provoqua une hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis et la baisse brutale corrélative de la bourse (100 points en une seule journée, le 16 octobre). Le Secrétaire d'Etat au trésor américain commença à invectiver l'Allemagne menaçant de ne plus appliquer les Accords du Louvre. Le climat s'alourdit à tel point que la bourse perdit 10% à Londres, 7% à Francfort et 5% à Paris. Le 19 octobre Wall Street perd 22.6% en une séance, Tokyo 14.6%, 24% à Paris, 31% à Francfort et 20.3 à Londres.

Pire que le Vendredi noir qui avait ouvert la grande dépression de 1929.

Edouard Balladur commente : « Dans les affaires économiques et monétaires du monde, la France compte peu parce qu'elle s'est laissée aller trop longtemps. Elle aurait la possibilité de faire aussi bien que l'Allemagne, de peser le même poids. Elle en a les moyens. Rien ne justifie d'avantage à mes yeux l'effort de renforcement économique de notre pays : il y va de son audience internationale, de son avenir même ».

Les inepties économiques de F. Hollande aujourd'hui ont justement cette conséquence : nous sommes un pays ridiculisé et incapable de parler haut dans le monde, même lorsque nous avons des arguments forts à faire valoir.

« La France n'avait aucune responsabilité dans la crise alors qu'elle en subissait durement les conséquences ». On retrouvera exactement cette même situation en 2008.

E. Balladur continue : « Il fallait désormais s'attacher à créer un véritable système monétaire international, avec ses automatismes, ses sanctions s'imposant à la volonté des Etats».

Il écrit ce que nous nous égosillons à dire sur ce blog depuis des lustres. Contrairement à ce que beaucoup croit, les grands politiques ont été capables de voir et d'anticiper les réformes profondes à faire du système monétaire international. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. La nullité et l'inconscience règnent aussi bien du côté socialiste que du côté de la droite.

Depuis que ce blog est ouvert, nous essayons de mettre les faits de notre côté, en espérant un effet pédagogique de la crise. « Les faits sont les meilleurs éducateurs » affirme lui aussi Edouard Balladur.

On peut craindre qu'il ne soit, comme nous, un peu optimiste. « Je crois que nous vivons dans un monde où l'idée que les monnaies doivent avoir entre elles des parités aussi stables que possible n'est toujours pas acceptée ». Cette faillite intellectuelle est toujours là. Le retour à un vrai système monétaire international est partout un « non sujet ».

On a choisi, en 1987, le secret d'accords cachés entre banquiers centraux et gouvernement pour sortir du coup de chaud boursier. Mais sans analyse des causes. Les mesures prises seront une inondation monétaire qui, renforcera l'économie baudruche et permettra de faire gonfler les valeurs boursières.

Une fois encore, tout rapport avec la situation actuelle ne saurait être que fortuite...

« Cela montre l'infirmité du système monétaire dans lequel nous vivons : il n'évite un mal que pour tomber dans un autre ».

A part Maurice Allais aucun économiste n'a tenté de donner du corps théorique à ce constat indiscutable.

En 1992 se déclarait la crise périodique décennale, variante dure, qui toucha durement l'Europe et la France en 1993. L'explosion de la baudruche monétaire n'avait pas été plus prévue alors qu'elle devenait évidente.

Les économistes anglo-saxons mirent le coup de chaud boursier sur le compte des ordinateurs, et la crise de 92 sur le dos de la guerre du Golfe. Evacuer les crises pour qu'elles ne passent que pour des effets « exogènes » a été le leitmotiv des économistes, des politiques et des journalistes. Seul Maurice Allais relèvera le flambeau à pas d'âge. Et il sera moqué puis vilipendé.

Ce que montre la situation actuelle, c'est que rien n'a réellement changé depuis 1987.

Nous avons vécu la crise du dollar de 1998, appelée faussement mais opportunément « crise des pays émergents et des cronies », ajoutant l'odieux au ridicule, suivi par la crise périodique « douce » du début des années 2000, corrigée à l'aide d'un gonflement de l'économie baudruche jamais vu.

Puis à nouveau une crise financière liée à l'explosion d'une montagne de dettes, précédant un effondrement économique d'ampleur historique.

Et les sots croient toujours que la reprise est là, l'incident clos et la nécessité de réformer le système monétaire international peu évidente.

Revenir à 1987 est bien un retour vers le futur.

Les Etats-Unis, L'Allemagne et, désormais, le Japon et la Chine, sont toujours dans une perspective

de guerres des monnaies, quoi qu'il en coûte au monde et à eux-mêmes.

La France, elle, s'est ridiculisée un peu plus avec le drame de la gestion purement électoraliste et politicienne du Président Hollande. Ce n'est pas les deux heures de spectacle politicien lamentable qu'il vient de donner sur Canal + qui rassureront.

En se lançant à nouveau dans l'achat de vote le plus grossier, il a démontré l'abaissement, on peut le craindre, définitif du niveau politique en France.

La France ne peut même plus tenir de discours sur les grandes questions économiques du monde.

Mitterrand avait été un pourrisseur. Ses inconséquences, son narcissisme et son cynisme économique, ajoutés à sa fuite en avant européenne, ont, d'une part, stoppé définitivement le rattrapage du niveau de vie américain par les Français et, d'autre part, leur a fait perdre tous moyens d'action sur leur destin. Hollande n'est qu'un continuateur.

Les Français n'ont aucune idée de l'ampleur de ce qu'il faudrait faire pour sortir de ce piège mortel.

Il est vrai que le climat général est en France à l'optimisme béat : il fait beau ! Un si joli ciel bleu ne saurait annoncer des tourmentes.

Pendant la montée des périls, François Hollande croit qu'il a toutes ses chances aux prochaines élections présidentielles et la droite discute d'un nouveau nom du parti leader de l'opposition.

L'histoire sera sévère !